

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

FOCUS

INCERTITUDE POLITIQUE

COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

Les indicateurs relatifs à la trésorerie passée, actuelle et future sont globalement stables ce trimestre, à bas niveau.

L'érosion de la trésorerie s'interrompt ce trimestre. Le solde d'opinion sur l'évolution récente de la trésorerie est stable et le jugement moyen des dirigeants sur la situation actuelle de trésorerie de leur entreprise se stabilise. 34 % des dirigeants qualifient leur trésorerie de « difficile ».

Les dirigeants ne prévoient pas de redressement dans les prochains mois, l'indicateur prévisionnel étant stable à bas niveau.



INVESTISSEMENT

La proportion de PME / TPE comptant investir se redresse légèrement ce trimestre mais les budgets alloués à l'investissement continuent de se contracter. 47 % des dirigeants comptent investir cette année, une proportion en hausse sur le trimestre mais en recul sur un an. Le solde d'opinion relatif aux montants investis poursuit sa chute.

Alors que les budgets dédiés aux dépenses d'investissement se réduisent, les TPE/PME revoient leur priorité. Le renouvellement d'équipements reste, de loin, la principale destination des investissements, tandis que leur modernisation et l'extension des capacités de production sont en retrait depuis plusieurs trimestres. Le motif environnemental se redresse.



ACCÈS AU CREDIT

La part de dirigeants de PME / TPE rencontrant des difficultés d'accès au crédit de trésorerie se stabilise. 21 % des dirigeants ayant recours au financement de court terme ont rencontré des difficultés pour y accéder.

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement s'accroissent ce trimestre. 19 % des dirigeants en ayant sollicité un ont rencontré des difficultés pour l'obtenir, une proportion en hausse de 4 points ce trimestre.

PRINCIPAUX RÉSULTATS



FREINS À LA CROISSANCE

Les contraintes de demande se maintiennent à haut niveau tandis que celles liées à l'offre continuent de se détendre.

L'insuffisance de demande (actuelle ou future) est le principal frein à la croissance, mentionnée par 60 % des dirigeants, une proportion stable à un niveau record (hors Covid). Les difficultés de recrutement sont de moins en moins contraignantes, citées comme un frein par 37 % d'entre eux, une proportion en baisse de 7 points ce trimestre.

L'accès au financement reste un frein minoritaire et globalement stable, malgré la hausse récente des difficultés d'accès au crédit. L'incertitude politique et les instabilités fiscales / réglementaires sont davantage évoquées.

Les tensions sur les approvisionnements (prix, délais de livraison, etc.) se relâchent ce trimestre. 40 % des dirigeants déclarent y être confrontés, une proportion en baisse de 8 points ce trimestre.



INCERTITUDE POLITIQUE

61 % des dirigeants de PME / TPE estiment que l'incertitude politique exerce un impact négatif fort sur leur activité, une proportion en hausse de 5 points depuis octobre 2024 et de 10 points depuis août.

En conséquence, ils sont de plus en plus nombreux à prévoir d'annuler leurs projets d'embauches (27 %, soit +8 points sur le trimestre) **et d'investissement** (26 %, soit +5 points). Seule une minorité compte les maintenir (resp. 39 % et 35 %). Ces proportions sont proches de celles observées au début de la crise sanitaire.



COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE

Les démarches à entreprendre pour appliquer les réglementations environnementales, obtenir une aide publique ou un crédit d'impôt et se séparer d'un salarié sont fréquemment jugées compliquées (par respectivement 63 %, 60 % et 59 % des dirigeants ayant effectué une telle démarche).

La lourdeur de la charge administrative est coûteuse en temps, en particulier pour le dirigeant (pour 74 % d'entre eux), **mais aussi financièrement** (près de la moitié font appel à des prestations de services extérieures). Les principaux axes d'amélioration identifiés sont la simplification des formulaires, la réduction des délais de traitement par l'administration et une plus grande stabilité réglementaire.

La mise en œuvre des nouvelles obligations environnementales est jugée compliquée par 58 % des dirigeants concernés, tandis que seuls 7 % la jugent simple. Les dirigeants appellent principalement à une simplification des démarches et demandent plus de délai pour leur mise en œuvre.

SOMMAIRE

- 1. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE**
- 2. FOCUS INCERTITUDE POLITIQUE**
- 3. FOCUS COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE**
- 4. MÉTHODOLOGIE**
- 5. BPIFRANCE LE LAB, REXECODE**



1

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

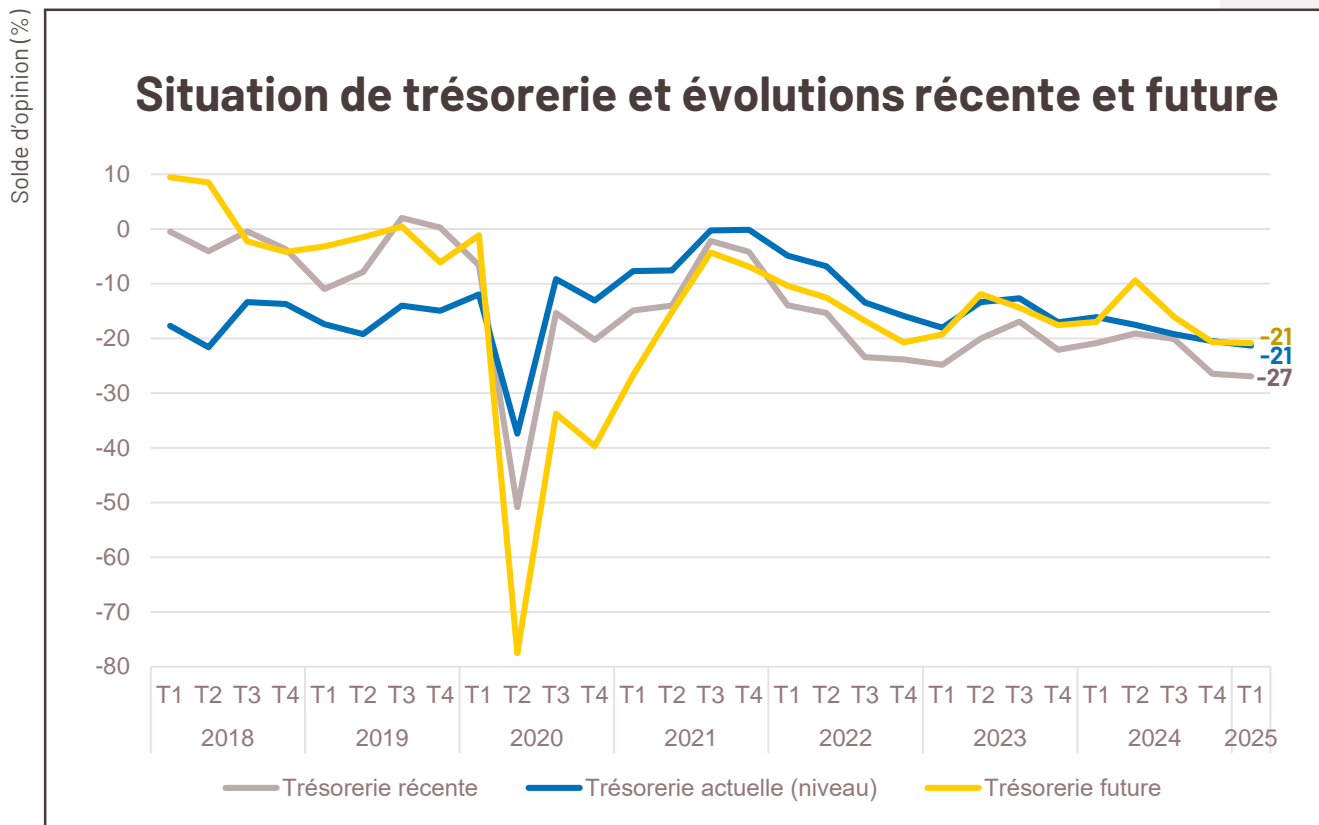
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
 Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur l'évolution récente de la trésorerie de leur entreprise se stabilise à bas niveau. À -27, il s'inscrit au plus bas niveau jamais relevé, hors période Covid. Comme au trimestre précédent, 36 % des dirigeants font part d'une dégradation de leur trésorerie et 9 % d'une amélioration, des proportions record depuis le lancement de l'enquête, hors printemps 2020.

Le jugement moyen sur la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE se stabilise également. Le solde d'opinion interrompt sa baisse et se stabilise à -21, un niveau sensiblement inférieur à sa moyenne historique (-14). 34 % des dirigeants de PME/TPE jugent leur trésorerie difficile (+1 point).

Les perspectives d'évolution de la trésorerie se stabilisent également et demeurent mal orientées. Le solde d'opinion sur les perspectives de trésorerie à trois mois est stable sur le trimestre à -21, et demeure nettement en-dessous de son niveau moyen historique (-14 sur 2018-2024). 31 % des dirigeants anticipent une dégradation de leur trésorerie à court terme (+1 point) et 10 % anticipent une amélioration (+1 point).

DÉLAIS DE PAIEMENT

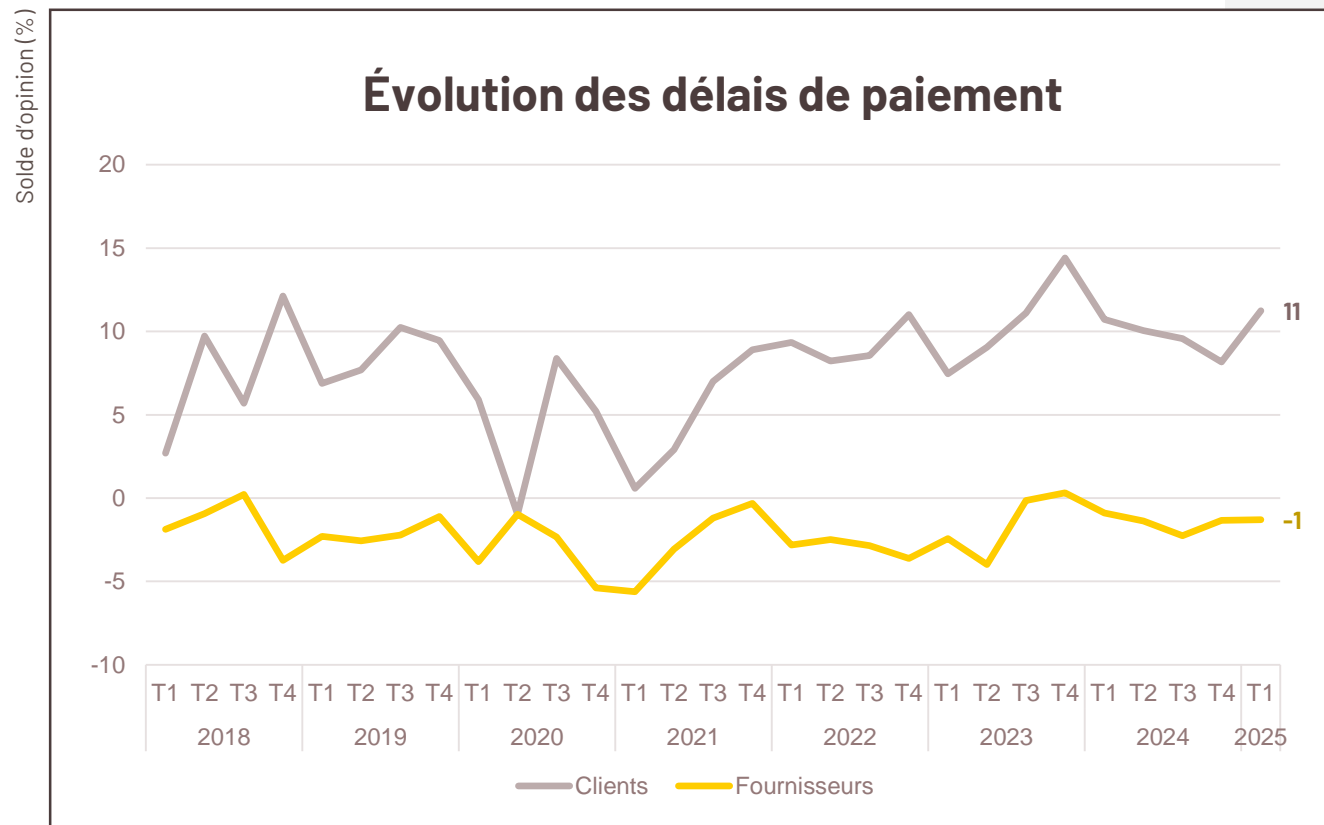


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les délais de paiement des clients se seraient allongés au cours du dernier trimestre. Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des clients se redresse nettement, sans toutefois rejoindre le point haut atteint fin 2023. À +11, il augmente de 3 points ce trimestre, et s'établit au-dessus de son niveau moyen historique (+8 sur 2018-2023).

Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des fournisseurs se stabilise à -1.

👉 Le solde d'opinion sur les délais de paiement des clients ayant augmenté tandis que celui relatif aux paiements des fournisseurs est stable, **le « solde commercial » subi par les PME / TPE se détériore ce trimestre.**

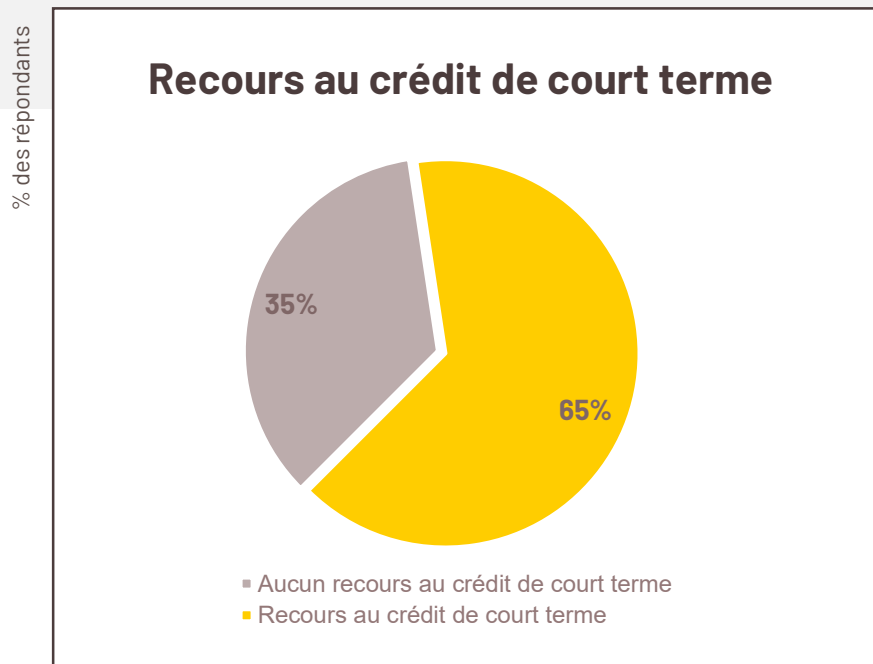
FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

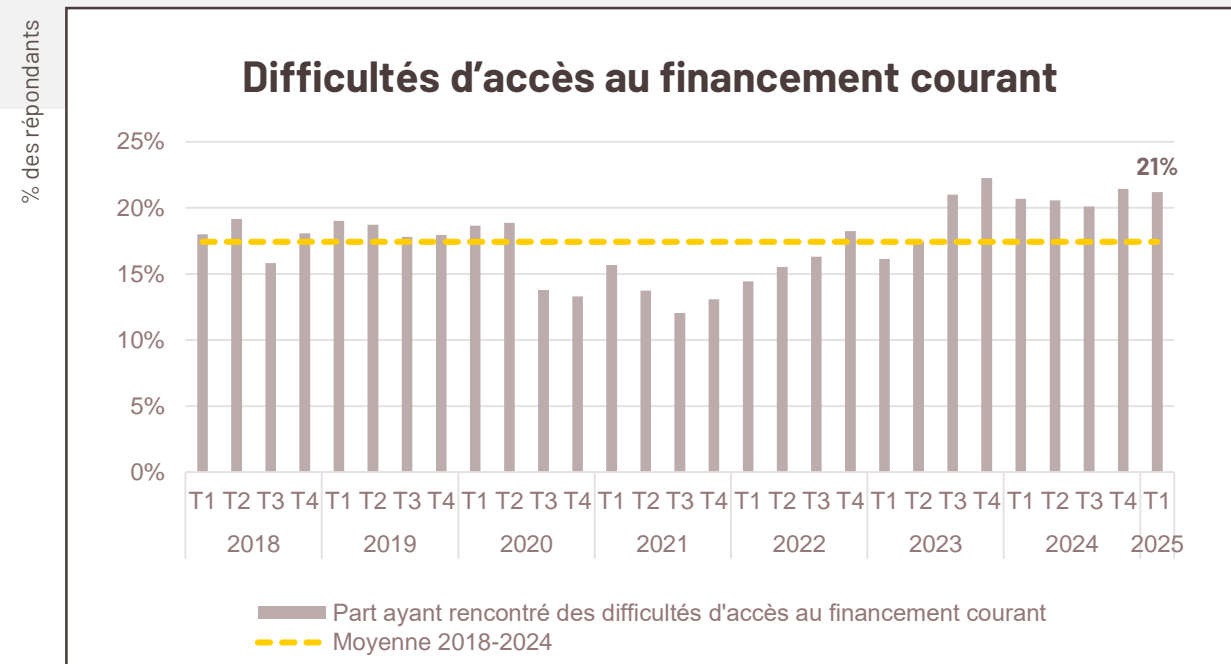
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin)

65 % des PME / TPE ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion en hausse depuis la fin d'année 2024 (+3 points) mais toujours sensiblement inférieure à sa moyenne de longue période (70 % sur la période 2018-2023).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 21 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion stable sur le trimestre mais supérieure à celle observée sur longue période (17 % sur 2018-2024) comme sur la seule période préalable au Covid (18 % sur 2018-2019).



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

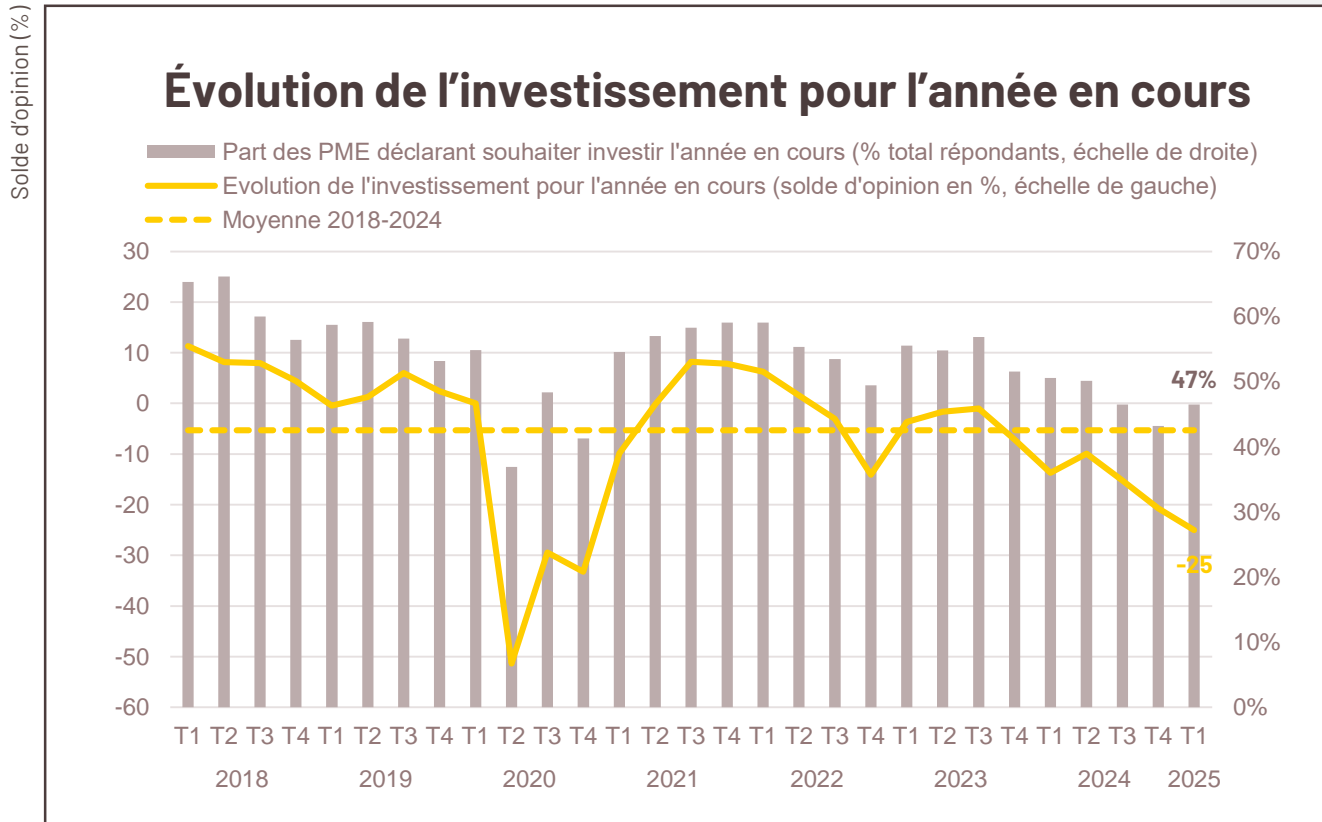


Comptez-vous investir cette année ?

- Oui
- Non

Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?

- En hausse
- Stables
- En baisse



Base : Ensemble des répondants
 Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

En début d'année, 47 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir en 2025, une proportion certes en légère hausse sur le trimestre (43 % au T4 2024 pour l'année 2024) mais en recul de 4 points sur un an (51 % au T1 2024 pour l'année 2024).

Les budgets d'investissement continuent de se réduire. Le solde d'opinion relatif à l'évolution des montants investis poursuit son recul pour s'inscrire à un nouveau record plancher, hors année 2020. À -25, il s'affiche en baisse de 4 points sur le trimestre et de 11 points sur un an, et s'établit 20 points sous sa moyenne historique. 41 % des dirigeants de PME/TPE qui prévoient des investissements en 2024 comptent diminuer le budget dédié à ces dépenses (+3 points sur un trimestre et +6 points sur un an) quand seulement 16 % envisagent de l'augmenter (-1 point sur un trimestre et -6 points sur un an).

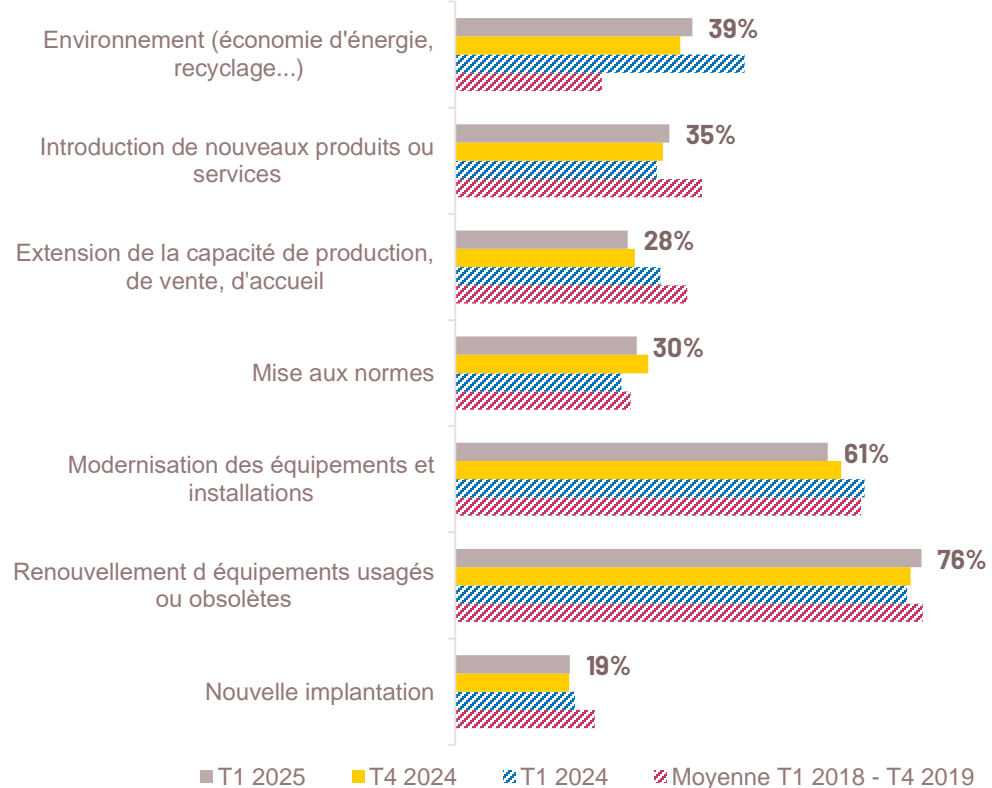
INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?

% des répondants

Principales destinations des investissements



Base : Répondants comptant investir en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Alors que les budgets dédiés aux dépenses d'investissement se réduisent, les TPE/PME revoient leur priorité. Le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes reste, de loin, la principale destination des investissements, une proportion relativement stable de dirigeants investissant à ce titre (76 % au T1 2025 pour l'année 2025).

La modernisation des équipements et installations et l'extension des capacités de production, de vente ou d'accueil sont en retrait depuis plusieurs trimestres. Ces deux modalités sont moins citées qu'au trimestre précédent et qu'un an auparavant et s'écartent assez nettement des modalités moyennes de réponse observées avant Covid (-6 et -10 points respectivement), même si l'objectif de modernisation continue de mobiliser 61 % des dirigeants.

L'introduction de nouveaux produits ou services regagne un peu de terrain depuis un an mais reste moins prioritaire qu'avant Covid. L'objectif de mise aux normes se relâche un peu et retrouve des niveaux proches de ceux observés avant Covid : 30 % des dirigeants investissent à cette fin, contre 32 % fin 2024 et 29 % en moyenne pré-Covid.

Le motif environnemental, en forte progression depuis la crise énergétique, avait nettement reculé à l'été 2024. Il progresse à nouveau ce trimestre : **39 % des dirigeants de TPE/PME prévoient d'investir pour ce motif, ce qui reste moins élevé qu'en moyenne en 2023 mais nettement plus élevé qu'avant la crise sanitaire.**

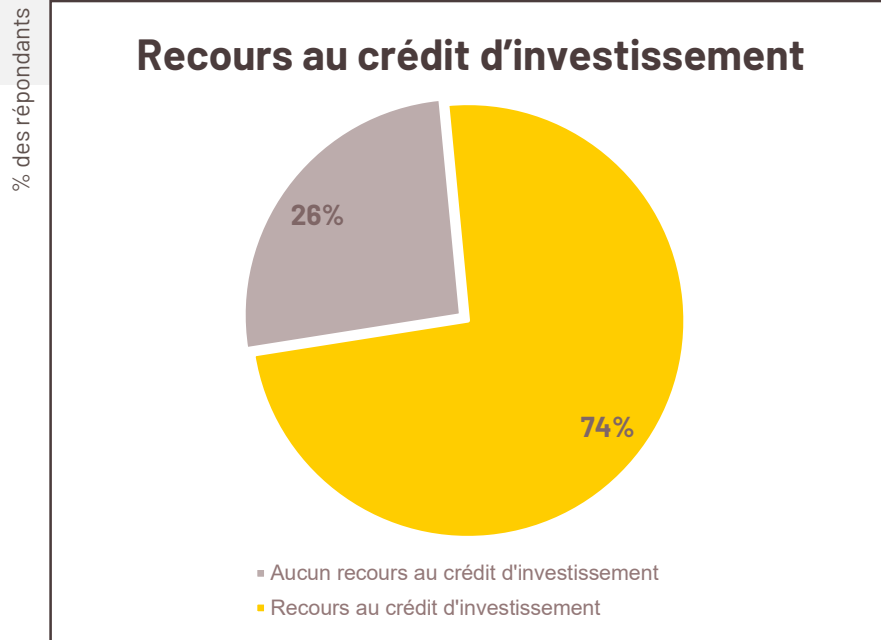
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

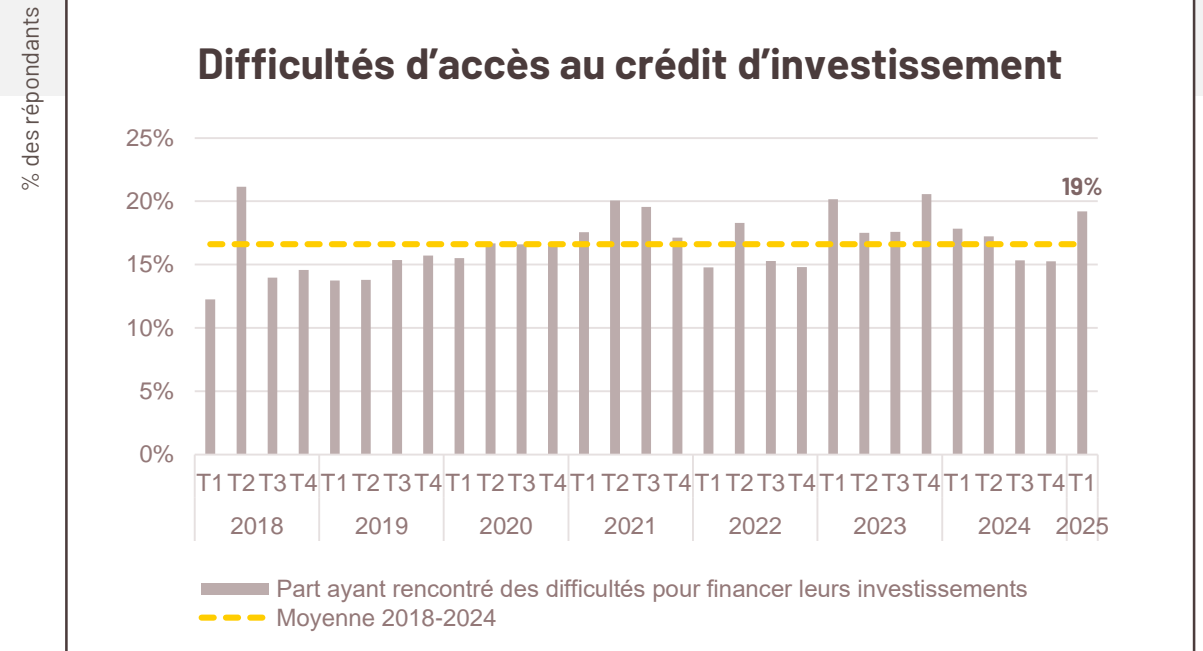
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin de financement)

74 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2025 auraient recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion est globalement stable sur un an, à un niveau bien inférieur à sa moyenne pré-Covid (82 %).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **19 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion en hausse marquée sur le trimestre et désormais supérieure à sa moyenne de long terme (17 %).

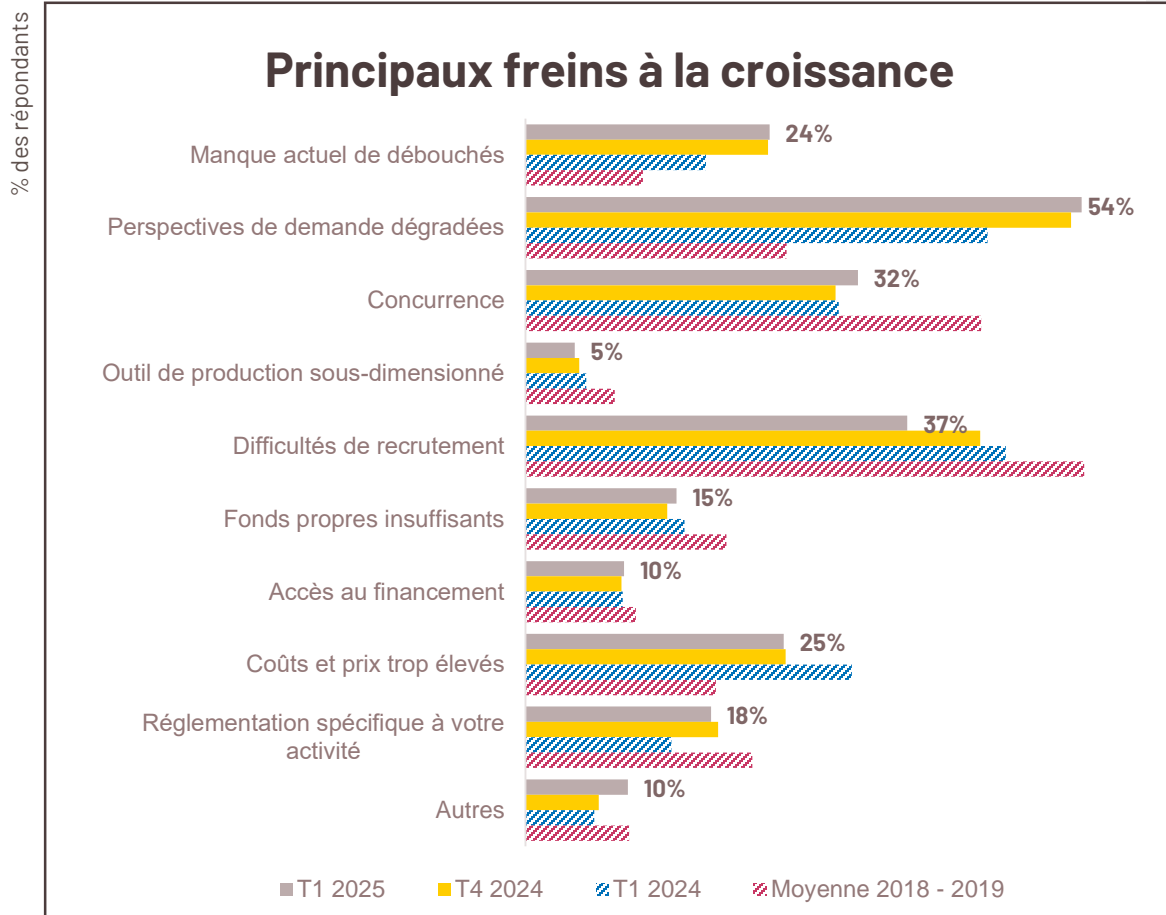


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE



Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



La faiblesse de la demande, actuelle ou future, demeure, de très loin, le principal frein à la croissance des TPE/PME. Elle contraint l'activité de 60 % des chefs d'entreprise, une proportion stable sur le trimestre, en forte hausse sur un an (+10 points). Dans le détail, 24 % font face à un manque de débouchés actuellement, et 54 % l'anticipent.

Les difficultés de recrutement constituent en revanche un frein de moins en moins puissant, Elles sont perçues comme tel par 37 % des dirigeants, une proportion en recul marqué sur le trimestre (-7 points) comme sur un an (-10 points), et nettement inférieure à sa moyenne d'avant Covid (54 %).

Le niveau de concurrence demeure le 3^e frein à la croissance, en légère progression ce trimestre : il est mentionné par 32 % des dirigeants (+2 points sur le trimestre comme sur un an), **mais reste moins contraignant qu'avant Covid** (44 % en moyenne sur la période 2018-2019).

Malgré une hausse de la part de dirigeants rapportant des difficultés à financer leur exploitation courante et leurs investissements par rapport à l'an passé, **l'accès au financement reste un frein minoritaire et globalement stable,** cité par 10 % des chefs d'entreprise.

La modalité « Autres » a été davantage cochée ce trimestre, traduisant notamment une hausse de dirigeants citant l'incertitude politique et l'instabilité de politique économique, notamment fiscale et réglementaire, comme un frein à la croissance.

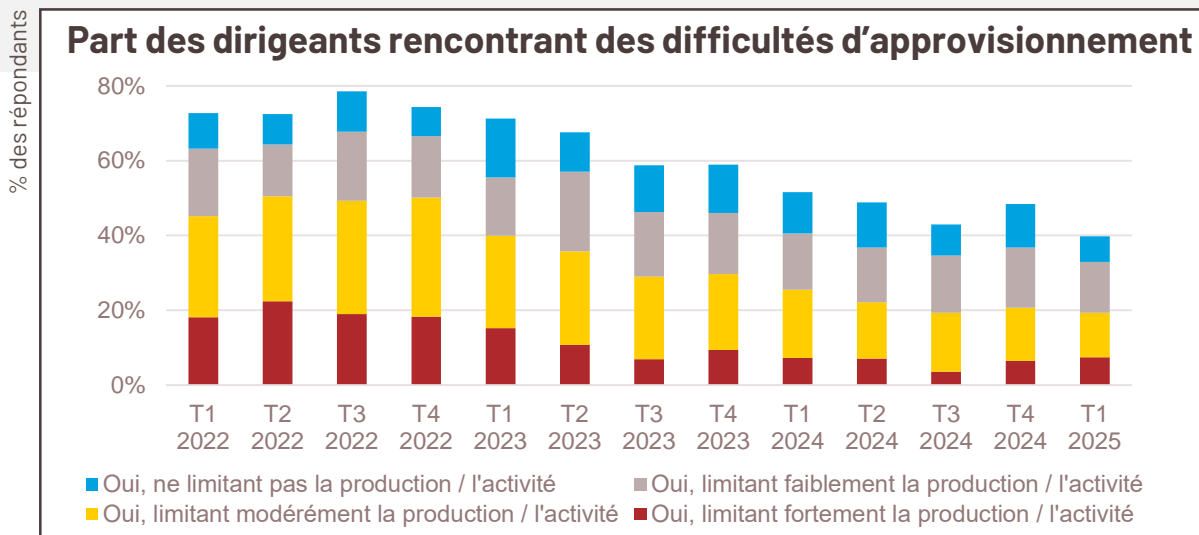
DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

Après un léger redressement au trimestre précédent, les difficultés d'approvisionnement (y compris hausse de prix/coûts) s'orientent de nouveau en baisse. 40 % des répondants déclarent y faire face (-8 points sur le trimestre, -12 points sur un an). 31 % n'y sont pas confrontés et 29 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

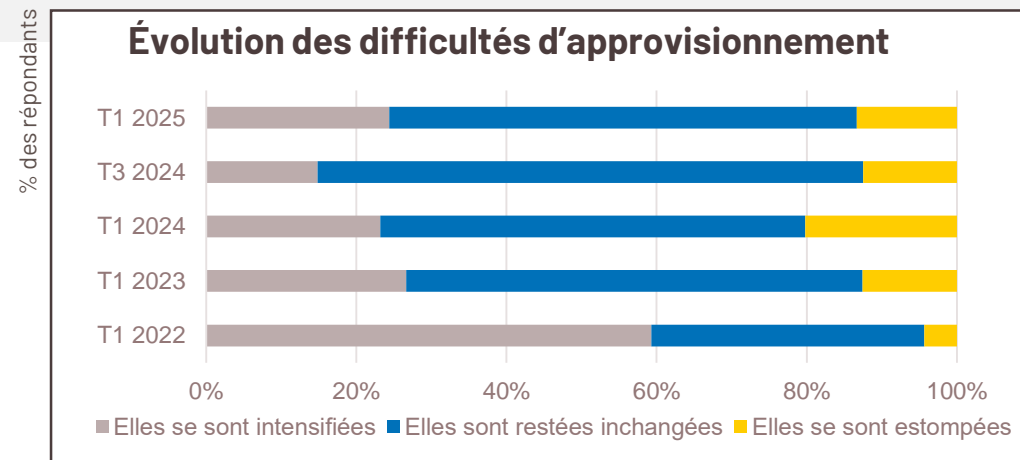
La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent fortement leur activité s'élève à 7 %, une proportion stable sur le trimestre mais en hausse sur 6 mois (+3 points).



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
 Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, 24 % considèrent qu'elles se sont intensifiées ces trois derniers mois, une proportion en hausse de 9 points depuis l'été 2024 et proche du niveau observé début 2024. 12 % jugent qu'elles se sont estompées (-1 point sur 6 mois), 62 % considèrent qu'elles sont restées inchangées (-11 points).

33 % des dirigeants de PME / TPE estiment que ces difficultés d'approvisionnement se seront résorbées d'ici un an (+2 points en 6 mois) et 20 % prévoient qu'elles persistent plus longtemps (-14 points). 47 % sont incertains quant à cet horizon, une proportion en nette hausse (+12 points).



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
 Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



2

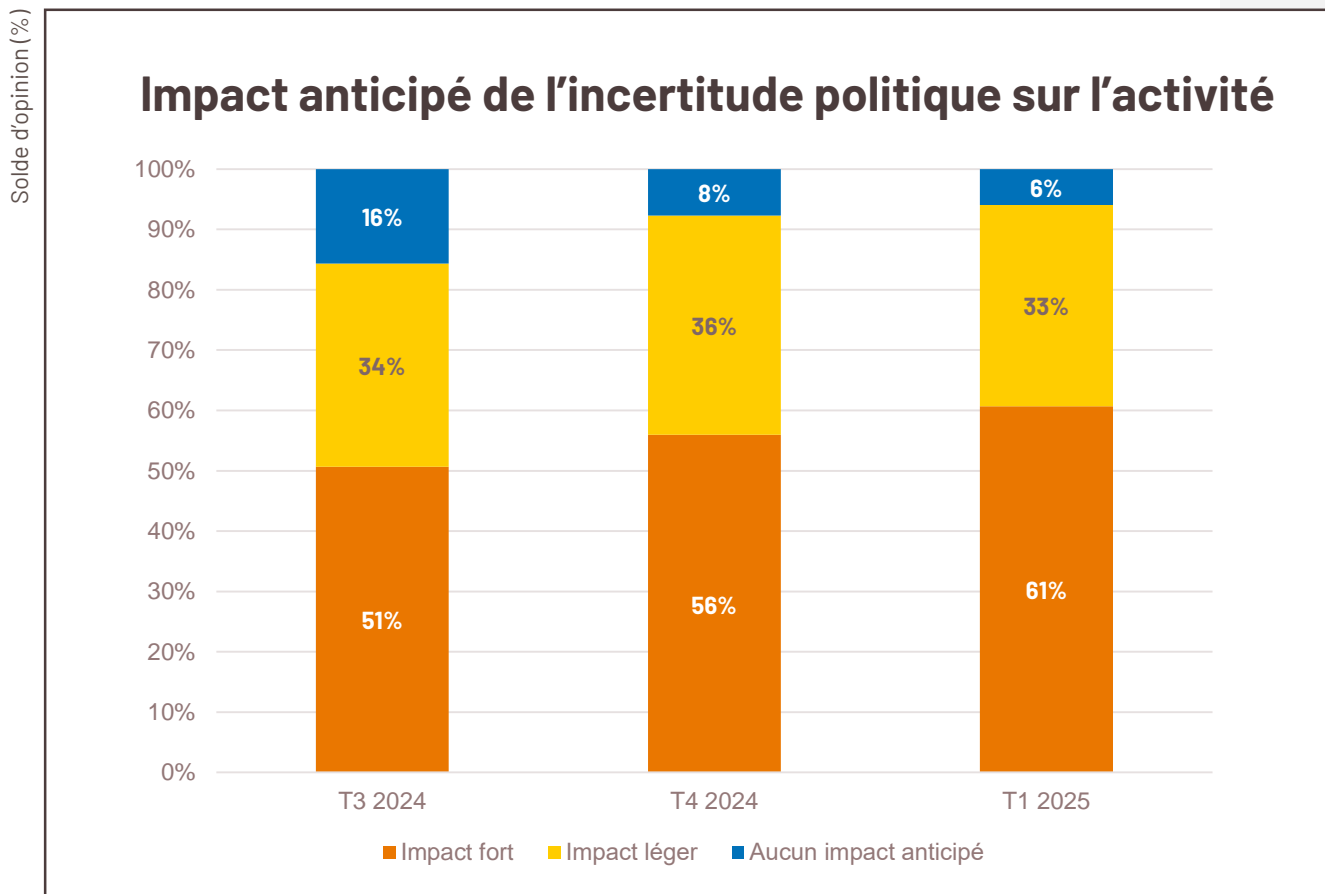
FOCUS INCERTITUDE POLITIQUE

INCERTITUDE POLITIQUE



Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?

Oui, un impact fort / Oui, un impact léger / Non, pas d'impact anticipé



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dirigeants de PME / TPE sont de plus en plus nombreux à redouter un impact négatif de l'incertitude politique sur l'activité.

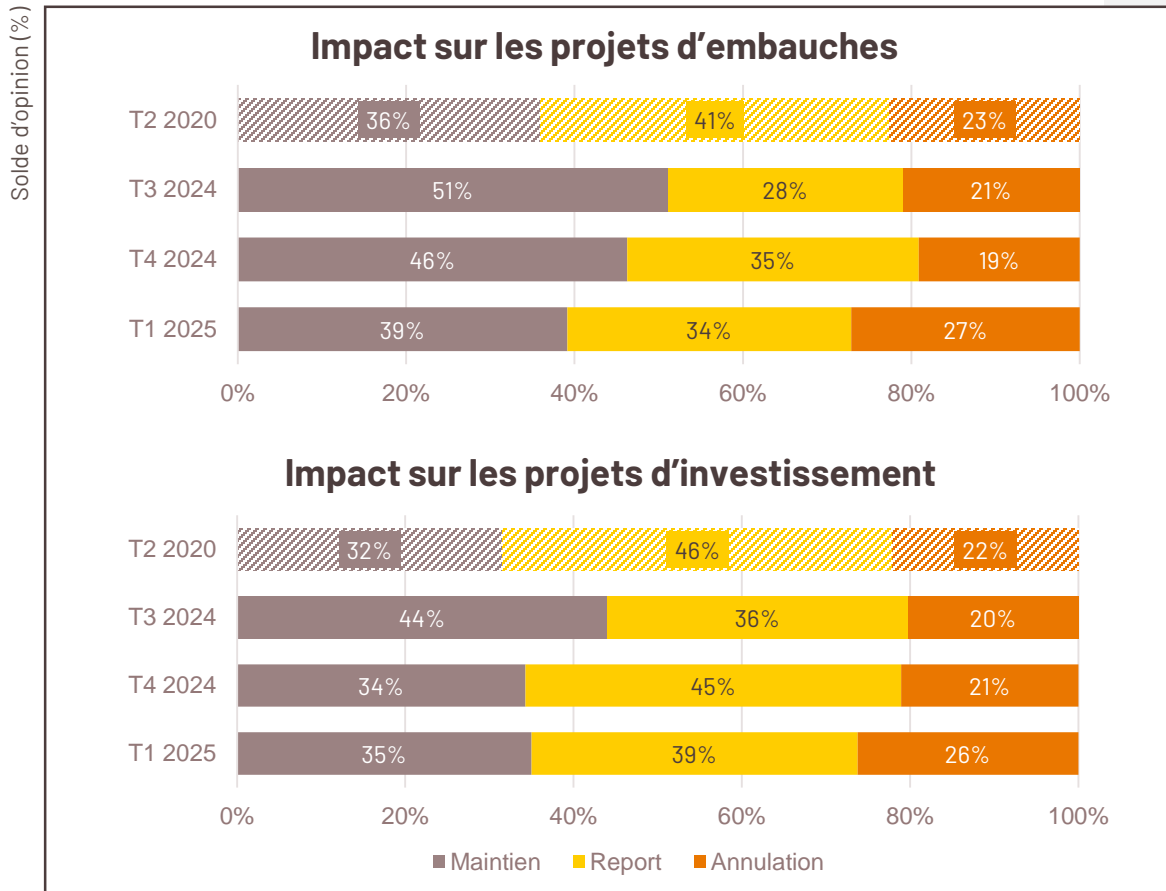
Début février, 94 % craignent que le contexte d'incertitude politique affecte leur activité, une proportion en hausse de 2 points par rapport à fin octobre 2024 et de 10 points par rapport à fin août 2024. **En particulier, 61 % s'attendent à un impact fort, une proportion en nette hausse** (+5 points depuis octobre, + 10 points depuis août).

Les ordres de grandeur sont similaires, que l'entreprise soit une TPE (moins de 10 salariés) ou une PME d'au moins 10 salariés.

INCERTITUDE POLITIQUE



- Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ? Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)
- Vous comptez maintenir vos projets d'investissement malgré le contexte d'incertitude politique. Comptez-vous néanmoins les adapter ?
- Le report ou l'annulation de vos projets d'investissement concerne-t-il la totalité des investissements prévus ou une partie seulement ?



Base : Répondants qui ont / avaient des projets d'embauches (resp. d'investissement)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les conséquences anticipées sur l'emploi s'intensifient. 39 % des dirigeants qui avaient des projets d'embauches comptent les maintenir malgré l'incertitude politique, une proportion en baisse de 7 points depuis octobre 2024 et de 12 points depuis fin août, **34 % prévoient à l'inverse de les reporter (-1 point sur le trimestre) et 27 % de les annuler (+8 points).**

L'impact sur les projets d'investissement s'amplifie également. La part de dirigeants ayant des projets d'investissement et prévoyant de les maintenir est quasi stable depuis octobre 2024 (35 %) mais **la part de ceux prévoyant de les annuler augmente à 26 % (+5 points).** Parmi ceux prévoyant de maintenir leurs projets d'investissement, 64 % comptent les maintenir tels quels, 16 % prévoient de les réorienter et 21 % d'en réduire les montants. Les reports et les annulations concernent la totalité des investissements prévus dans 74 % des cas.

Les TPE sont globalement moins optimistes : environ 30 % d'entre elles prévoient d'annuler leurs projets d'embauches (+9 points ce trimestre) ou d'investissement (+6 points), une proportion deux fois plus élevée que chez les PME d'au moins 10 salariés, et en hausse plus marquée (+4 points chacun chez les PME employant au moins 10 salariés).

Ces proportions sont proches de celles observées au début de la crise sanitaire. Les PME étaient alors un peu moins nombreuses à maintenir leurs projets d'embauches et d'investissement, mais également moins nombreuses à prévoir de les annuler définitivement, privilégiant davantage le report.



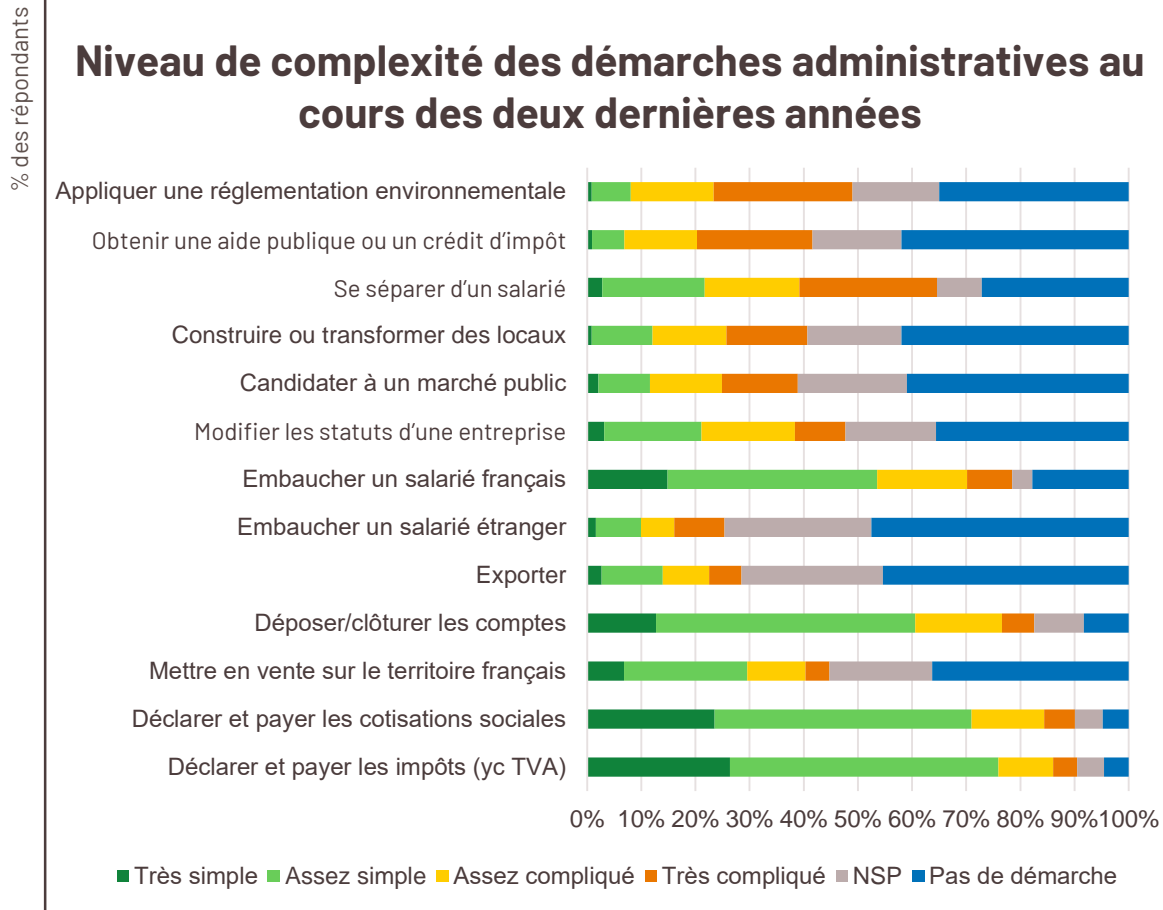
3

FOCUS COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE

COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE



Les démarches administratives que vous avez dû effectuer au cours des deux dernières années ont-elles été très simples, assez simples, assez compliquées, compliquées ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'application des réglementations environnementales est perçue en proportion comme la démarche administrative la plus complexe parmi celles proposées : 63 % de ceux qui ont déjà eu à effectuer cette démarche au cours des deux dernières années la qualifient d'assez ou très compliquée. L'obtention d'une aide publique ou d'un crédit d'impôt arrive en deuxième position (60 % des dirigeants ayant entrepris cette démarche).

Les démarches administratives à entreprendre pour se séparer d'un salarié sont également souvent jugées compliquées (par 59 % des dirigeants ayant été confrontés à cette situation), beaucoup plus que pour embaucher (environ 30 %, qu'il s'agisse d'un salarié français ou étranger).

Les démarches pour construire ou transformer des locaux et pour candidater à un marché public apparaissent complexes pour près de la moitié des dirigeants ayant effectué ces démarches (resp. 49 % et 46 %).

La déclaration et le paiement des impôts et cotisations sociales sont jugées relativement simples. Le dépôt ou la clôture des comptes également, contrairement à la modification des statuts de l'entreprise (compliquée pour 41 % de ceux ayant entrepris la démarche).

Les démarches pour exporter sont aussi souvent jugées simples que compliquées (par un quart des dirigeants concernés chacun, l'autre moitié n'ayant pas d'avis).

COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE



Comment cette complexité affecte le plus l'activité et/ou le résultat de votre entreprise ?

% des répondants

Conséquences de la complexité administrative sur l'activité et/ou le résultat de l'entreprise



La complexité des démarches administratives est coûteuse en temps, en particulier pour le dirigeant de l'entreprise. **74 % d'entre eux doivent mobiliser de leur temps**, et ce n'est généralement pas la seule conséquence (85 % d'entre eux citent une autre conséquence en parallèle). **Elles affectent le temps de travail des salariés dans 32 % des PME / TPE.**

La complexité administrative a davantage de répercussions sur le temps de travail des salariés dans les PME d'au moins 10 salariés (47 % rapportent un impact contre 29 % des TPE). Les dirigeants de TPE sont, à l'inverse, un peu plus nombreux à mobiliser de leur temps pour y faire face (75 % d'entre eux contre 69 % des dirigeants de PME d'au moins 10 salariés).

49 % font appel à des prestations de services extérieures pour effectuer ces démarches, coûteuses financièrement cette fois.

12 % ont investi dans des équipements ou logiciels spécifiques pour réaliser ces démarches, et 5 % ont dû modifier leurs produits et/ou leurs process en conséquence.

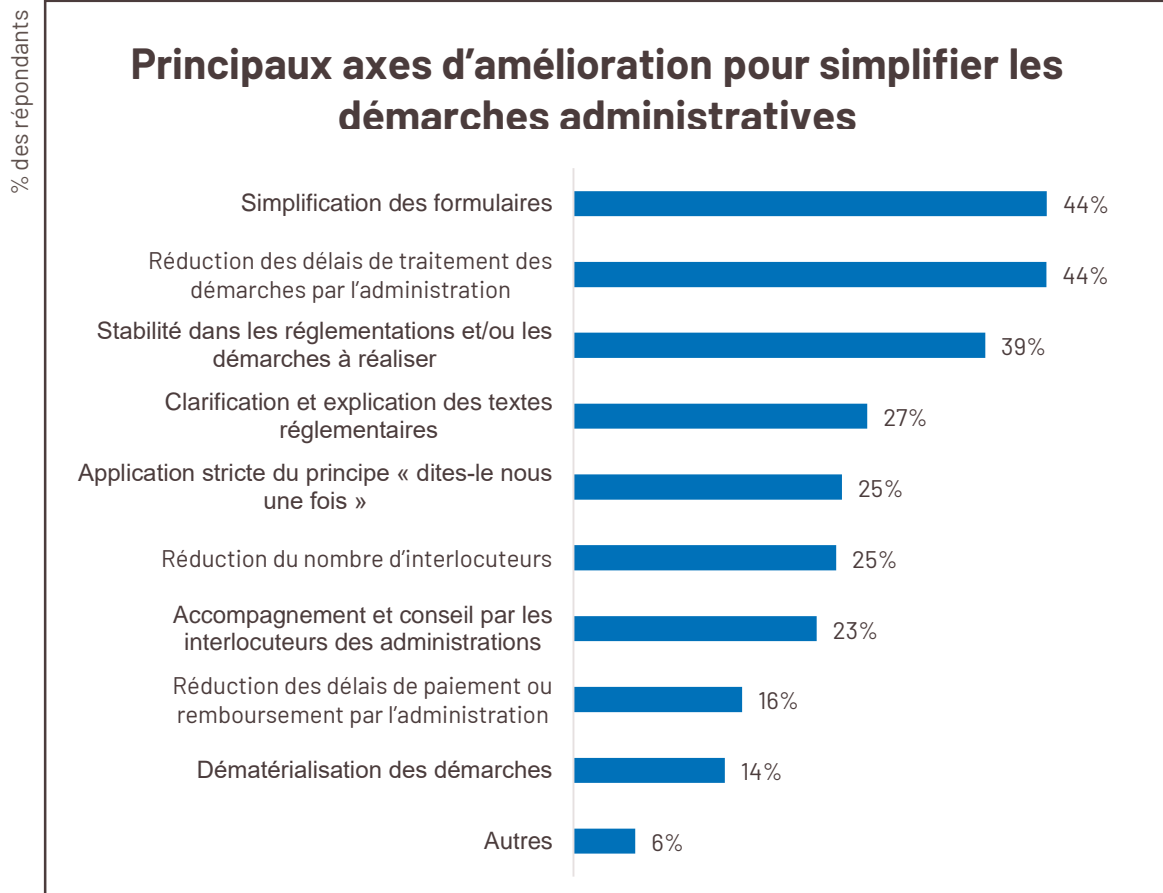
Base : Répondants jugeant au moins une démarche administrative d'assez ou très compliquée

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE



Quels axes d'amélioration vous sembleraient les plus importants à mettre en œuvre en priorité ?



Parmi les dirigeants qualifiant au moins une démarche administrative d'assez ou très compliquée à effectuer, **l'allègement de la charge administrative doit s'effectuer prioritairement par une simplification des formulaires et la réduction des délais de traitement des démarches par l'administration** (pour 44 % d'entre eux chacun).

La stabilité réglementaire est également un axe d'amélioration important, plébiscité par 39 % d'entre eux.

La simplification des démarches administratives passe également par une clarification et une explication des textes réglementaires (pour 27 % d'entre eux), voire un accompagnement par l'administration (23 %).

Un quart des dirigeants concernés par la complexité administrative identifient comme axe d'amélioration l'application stricte du principe « dites-le nous une fois », permettant de ne plus avoir à fournir de pièces justificatives déjà détenues par l'administration. La réduction du nombre d'interlocuteurs est une piste citée par un quart d'entre eux également.

Base : Répondants jugeant au moins une démarche administrative d'assez ou très compliquée

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

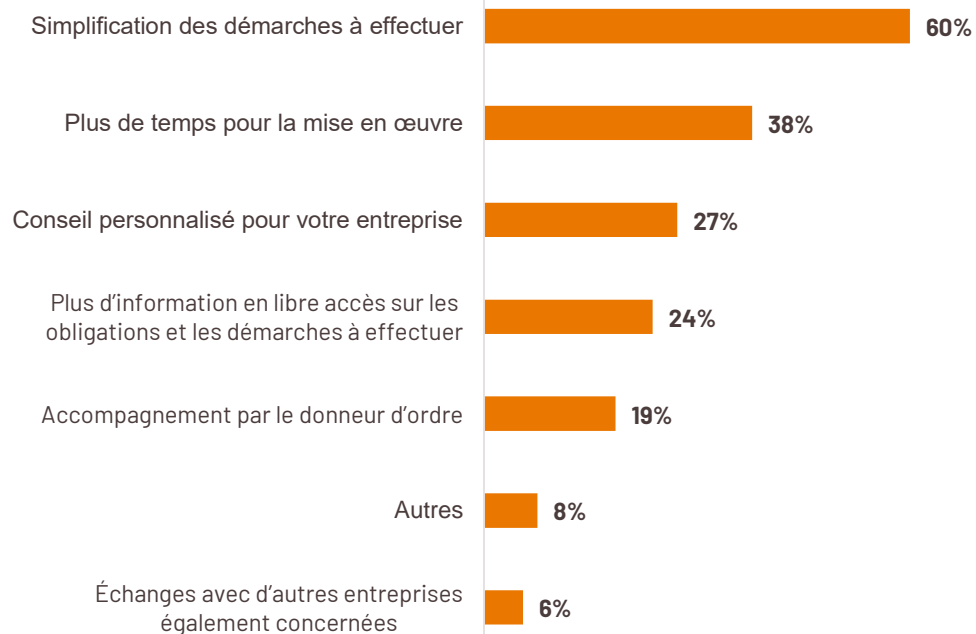
COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE



- Comment percevez-vous la mise en œuvre de nouvelles obligations en matière environnementale (CSRD, CS3S, quotas carbone, etc.) pour votre entreprise ?
- Quelles solutions vous sembleraient les plus adaptées à votre entreprise ?

% des répondants

Principales solutions pour simplifier la mise en œuvre des nouvelles obligations environnementales



Base : Répondants jugeant la mise en œuvre des nouvelles obligations environnementales d'assez ou très compliquée

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les 71 % de dirigeants qui se déclarent concernés par les nouvelles obligations environnementales (directives européennes CSRD et CS3D, quotas carbone, etc.), 58 % jugent leur mise en œuvre compliquée, dont 32 % fortement. Seulement 7 % estiment qu'elle est simple et 35 % n'ont pas d'avis.

Pour faciliter leur mise en œuvre au sein de leur entreprise, les dirigeants demandent en premier lieu une simplification des démarches à effectuer, notamment des formulaires à remplir (pour 60 % de ceux jugeant la mise en œuvre compliquée), mais aussi plus de temps pour la mise en œuvre (38 % d'entre eux). Environ un quart sont preneurs de conseils personnalisés ou d'informations en libre accès sur les obligations et démarches à entreprendre.

👉 La Commission européenne doit dévoiler dans le courant du 1^{er} trimestre 2025 des mesures de simplification visant notamment à alléger la charge administrative des entreprises. Elles concerneront les déclarations relatives à la finance durable (CSRD), le devoir de vigilance en matière de durabilité (CSDDD) et la taxonomie verte, voire le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF).

Les Ministres de l'Écologie et de l'Économie et des Finances ont déjà annoncé en début d'année leur volonté de simplifier l'application de la CSRD, notamment pour les PME et ETI, et de reporter la CS3D tant qu'elle n'est pas adaptée.

A large, abstract yellow graphic on the left side of the slide, consisting of several overlapping, rounded shapes that create a sense of depth and movement. A blue circle containing the white number '4' is positioned on top of the graphic.

4

MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **3 940** dirigeants de PME/TPE du **3 au 14 février 2025**.

L'analyse en première partie porte sur les **1316** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1307** PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les conséquences de l'incertitude politique et la complexité administrative) comporte **10 questions autour de trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») - (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») - (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



5

AU SUJET DE... BPIFRANCE LE LAB ET REXECODE



Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

www.lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

